



## **KIT FORMATION EUROPE**

### **LES FICHES PRATIQUES DE TANTE ANNICK**

La campagne des européennes s'annonce courte, mais intense ! L'Union européenne paraît lointaine et opaque pour nombre de nos concitoyens et l'abstention aux élections du Parlement européen bat tous les records. Il est donc plus que jamais nécessaire de mobiliser autour de nous, de convaincre avec des arguments percutants et accessibles, de faire de la pédagogie pour répondre aux populismes simplificateurs.

Bref, tout un programme ! Pour t'aider un peu dans cette tâche, tu trouveras dans ce kit :

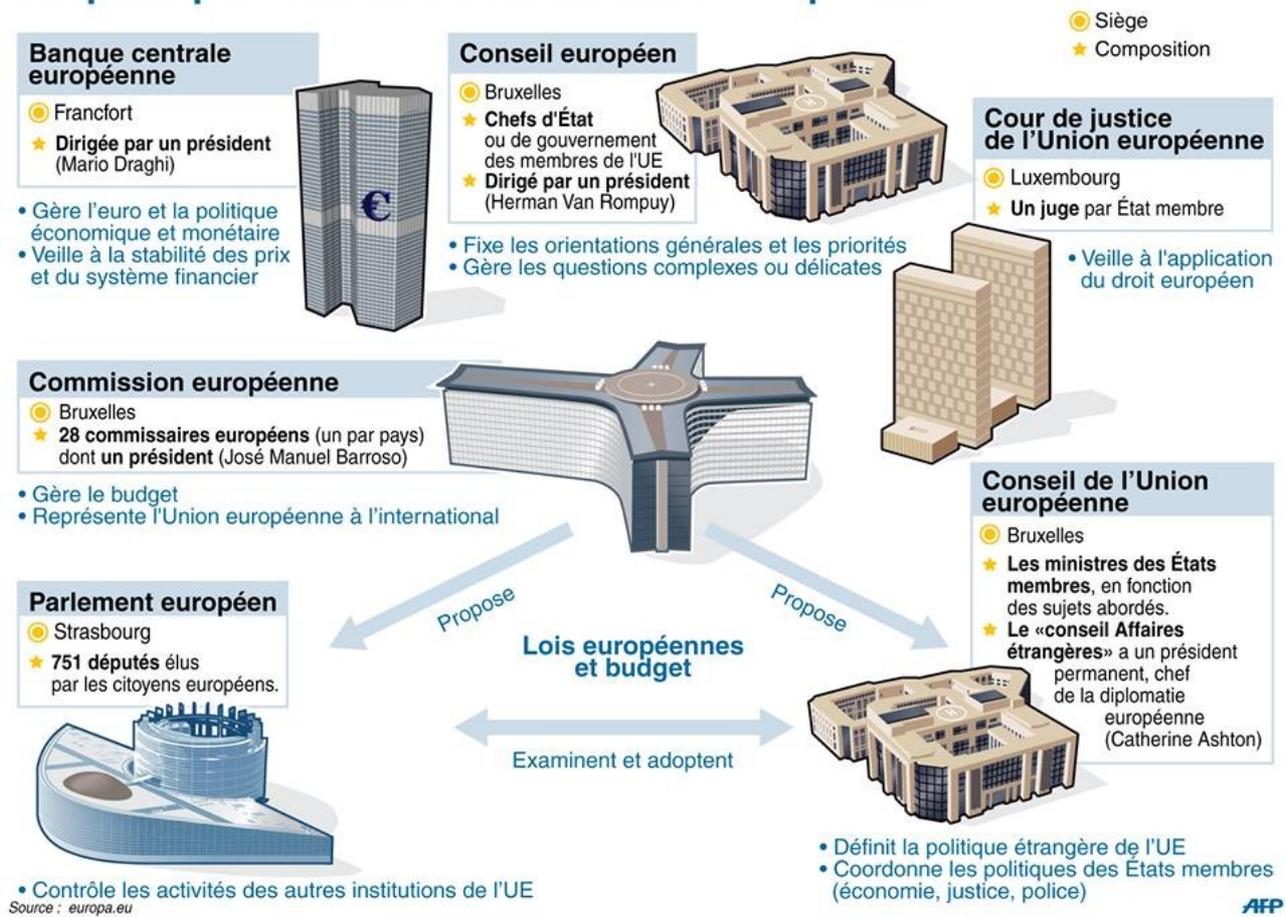
- Des explications sur le fonctionnement de l'UE et de ses institutions, utile si (comme à peu près tout le commun des mortels) tu confonds encore Conseil de l'UE et Conseil européen.
- Des exemples de propositions défendues par les écologistes et des argumentaires, utiles si tu veux devenir celui qui convainc plus vite que son ombre.
- Des fiches sur le tractage, le collage, des fiches-actions... parce que ces feignants d'écologistes qui passent leur journée à manger du tofu bio et fumer des joints, y en a marre ! ;)

**Tu peux aussi retrouver les [fiches d'Europe Ecologie](#) sur l'UE en général, les institutions, la citoyenneté européenne, les migrations ou encore le traité TAFTA.**

## **LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE**

Pour comprendre l'essentiel sur les institutions, rien de tel qu'un bon schéma !

## Les principales institutions de l'Union européenne



**Sur le papier**, le système de l'Union Européenne semble bien rodé et parfois même plus démocratique que certains systèmes nationaux : les citoyens sont doublement représentés, directement par le Parlement européen, indirectement par le Conseil de l'UE, les lois européennes ne pouvant être votées que si elles sont acceptées par ces deux institutions.

**Dans la pratique**, de gros problèmes subsistent :

- Seule la Commission peut **proposer** des lois (directives/règlements) et pas les eurodéputés
- La Commission n'est pas à proprement parler un organe politique, qui prend des décisions politiques « de droite » ou « de gauche ». Elle se définit elle-même comme « représentant l'intérêt général de l'UE » (comme s'il y avait une seule définition de l'intérêt général!) et comme un organe **technique**, pas vraiment responsable devant les citoyens.
- La Commission s'appuie énormément sur l'« expertise technique » que lui fournissent les groupes d'intérêt (lobbies) et elle se repose sur de nombreuses **agences** comme l'EFSA (autorité européenne de sécurité des aliments) pour appliquer les lois européennes. L'EFSA, rongée par les conflits d'intérêts, recommande par exemple l'introduction des OGM.
- De nombreuses décisions, surtout dans le cadre de crise actuelle (par exemple les plans de « sauvetage » de la Grèce conditionnés à des mesures austéritaires), ont été prises par le **Conseil européen** ou par la **Troïka** (Commission, FMI, BCE) et non dans le processus institutionnel classique ; le Parlement n'a pas eu son mot à dire.

- De même la plupart des dispositifs mis en place avec la crise (Mécanisme européen de stabilité) sont **hors-budget** et mis en place directement par les États, sans possibilité de contrôle démocratique.
- Le pouvoir est encore **déséquilibré** entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE : une minorité d'États peut bloquer un texte, alors qu'il faut la majorité au Parlement. De plus le Parlement européen est **insuffisamment informé** sur les textes à voter, il n'est pas associé à l'exécution des lois ou aux négociations de traités internationaux (comme TAFTA).
- Enfin le système manque de **transparence** : complexité pour les citoyens, manque de régulation des activités de lobbying, influence des agences qui ne sont responsables devant personne.

## LES POLITIQUES DE L'UE

L'UE ne peut pas agir dans n'importe quel domaine. Elle dispose de certaines **compétences** qui lui ont été déléguées par les États au fil du temps. Dans certains domaines, l'UE possède une **compétence exclusive** c'est à dire qu'elle seule, et non plus les États, peut légiférer dans ce domaine (ex : politique monétaire, politique de la pêche). Dans d'autres, l'UE **partage** la compétence avec les États : ces derniers peuvent légiférer tant que ça n'entre pas en contradiction avec les lois européennes, ils peuvent par exemple proposer une réglementation plus contraignante. Enfin, dans certains domaines l'UE peut seulement **coordonner** les politiques nationales entre elles : politique sociale, fiscale...

L'UE dispose d'un budget **assez réduit** qui provient essentiellement de contributions des États membres (1 % du PIB environ). Pour la période 2014-2020, le budget est pour la première fois **en diminution** et on peut constater, avec inquiétude, que plusieurs États ont négocié des **rabais sur leur contribution** au budget européen (Allemagne, Suède, Danemark...) ce qui pose la question de la solidarité entre les États membres.

**Politique du marché commun** : le rôle historique de l'UE. Circulation des marchandises, harmonisation des règles dans l'UE, normes communes, labels européens, non-discrimination des produits. Ça peut être positif (affichage de la consommation énergétique des produits) ou plutôt négatif (impossible de taxer les grosses voitures car ça discrimine les voitures allemandes).

Circulation des personnes (liberté de s'installer sous condition de ressources, de vendre ses services à l'étranger...).

Contrôle de la concurrence au niveau européen (interdiction des ententes par exemple).

**Politique monétaire** : gestion de l'euro par la BCE qui est indépendante et donc n'est responsable devant personne. La BCE ne mène aucune véritable politique de change et se concentre uniquement sur la stabilité des prix dans sa politique monétaire. Du coup, la politique monétaire n'est pas favorable à la relance économique et n'est pas adaptée aux situations différentes selon les États membres.

**Politique agricole commune** (environ 40% du budget): aide aux agriculteurs européens avec

un paiement unique par exploitation. Ces aides sont surtout à destination des grosses exploitations, malgré plusieurs réformes visant à rééquilibrer et à soumettre les aides à une éco-conditionnalité, mais qui reste très « greenwashing ».

**Politique régionale** (environ 40 % du budget aussi) : Soutien à des projets par région répondant à des objectifs de développement économique, d'éducation, d'infrastructures ou d'environnement. Les régions les moins favorisées reçoivent davantage. Il y a plusieurs instruments : le FEDER (fonds de développement régional) surtout, mais aussi le FSE (fonds social européen). Ces aides permettent de financer des projets au plus près des citoyens, mais elles sont encore trop difficiles à obtenir (la procédure est longue et les exigences importantes) et ne sont pas toujours orientées vers un développement durable ou vers les structures les plus innovantes socialement et qui sont réellement dans le besoin.

**Politique extérieure** : Politique de sécurité et de défense commune, politique commerciale, politique d'aide au développement, aide humanitaire et aide à la préadhésion (pour les pays candidats). La politique extérieure manque encore de cohérence surtout en matière de politique de défense (contradictions entre les pays).

**Politique de recherche** : Assez peu de budget, aides à des laboratoires de recherche et mise en relation de laboratoires dans différents pays. Les écologistes demandent la réorientation de la recherche vers les domaines qui en ont le plus besoin (énergies renouvelables...)

**Politique de jeunesse** : Surtout des échanges pour les jeunes dans le cadre du programme Erasmus, promotion du multilinguisme et multiculturalisme.

**Politiques environnementales** : Budget limité, surtout un rapprochement des législations nationales. A noter quand même :

- La protection des zones naturelles (Natura 2000, obligations d'études d'impact environnemental pour tous les projets...). Ce sont avant tout les directives européennes qui ont fait avancer la législation environnementale en France.
- Le Plan énergie climat qui pose des objectifs (20/20/20) de réduction des GES et de la consommation énergétique de 20 % à l'horizon 2020, ce qui va dans le sens des demandes des écologistes – même si les autres politiques ne sont pas toujours en accord avec ces objectifs (manque de cohérence, ex : encouragement du gaz de schiste par la Commission européenne).

**Politiques de l'Europe sociale** : Très réduites, elle concernent surtout des normes sur la non-discrimination des travailleurs (notamment discriminations hommes/femmes) et quelques réglementations sur les minima des conditions de travail. Mais les politiques sociales restent pour l'essentiel aux mains des États.

Il y en a d'autres, comme la politique de la pêche, la politique de l'énergie (réseaux transeuropéens de distribution) mais les principaux volets sont là.

# IL FAUT QUE ÇA CHANGE ! CE QUE NOUS DÉFENDONS

## Une Europe démocratique :

- Des pouvoirs étendus pour le Parlement européen (droit de proposer)
- Une Commission européenne qui corresponde à la couleur politique du Parlement, et non à celle des pays d'origine des commissaires
- Une véritable responsabilité des institutions : Commission, BCE devant le Parlement européen et les parlements nationaux
- Une limitation du pouvoir des agences européennes et une réglementation stricte concernant les conflits d'intérêts en leur sein
- Une transparence accrue et une limitation des activités de lobbying

## Une Europe sociale :

- L'arrêt des politiques d'austérité auxquelles sont conditionnés les plans d'aides aux pays en difficulté, qui touchent avant tout les plus démunis
- Une véritable solidarité entre les pays européens avec des transferts budgétaires et une gouvernance économique commune
- Une redistribution accrue des revenus par une fiscalité progressive, qui taxe équitablement le capital et le travail, harmonisée pour lutter contre le dumping social
- La lutte active contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale
- Une taxe sur les transactions financières ambitieuse qui touche tous les produits financiers
- La mise en place d'un budget européen conséquent afin de pouvoir mener des politiques de redistribution ambitieuses (par exemple dans le cadre des aides régionales)
- Un salaire minimum européen et à terme un revenu minimum d'existence européen

## Une Europe écologique :

- Une fiscalité écologique appliquant le principe du pollueur-payeur, en taxant les émissions de gaz à effet de serre.
- L'application réelle du principe de précaution, impliquant une interdiction du gaz de schiste, des OGM et des substances soupçonnées d'être dangereuses pour la santé (notamment certains pesticides) et de véritables études indépendantes sur l'impact de ces produits
- Une réforme profonde de la politique agricole commune qui favorise les petits producteurs, l'agriculture biologique et la commercialisation en circuits courts, et qui soit conditionnée à de véritables critères de biodiversité et de respect de l'environnement
- Une orientation forte des aides européennes vers la transition énergétique et écologique
- Une politique énergétique commune et cohérente orientée vers les économies d'énergie et les énergies renouvelables
- Un positionnement exemplaire de l'UE dans les négociations internationales sur le climat, en affirmant sa volonté d'aller au-delà des objectifs fixés (notamment dans le cadre des prochaines négociations sur le climat COP 2015 à Paris)

## Une Europe des droits :

- Une protection forte des droits fondamentaux, en particulier les libertés numériques
- Une politique migratoire non-répressive avec la suppression des centres de rétention et des reconductions à la frontière, et une exemplarité de l'Europe en matière d'accueil des réfugiés

## **TRANSMETTRE CES IDÉES PENDANT LA CAMPAGNE**

Si tu es novice en la matière, voilà de quoi réviser ses classiques en matière de militantisme avec des fiches sur :

- [le tractage](#)
- [le collage](#)
- [le porte-à-porte](#)

Pour ce qui est des actions plus funky, tu peux retrouver (en anglais) [les propositions d'actions de la FYEG](#) (fédération des jeunes verts européens)...  
...et aussi comme toujours des [idées d'actions sur l'intranet](#) !

N'oubliez pas de prendre des photos de toutes ces actions et de les publier sur les réseaux sociaux ainsi que de le transmettre à l'exécutif pour qu'elles soient valorisées partout !

Enfin, lors d'une campagne électorale l'intérêt politique de chacun est réveillé et c'est donc un très bon moment pour faire venir de nouvelles têtes dans votre groupe local ! Vous pourrez vous aider de la fiche « Attirer de nouveaux adhérents » (bientôt disponible)

## **ALORS PRÊTS A REMETTRE L'EUROPE SUR LES RAILS ?**